

Pour la fin de la sale guerre, pour les revendications

(Suite de la première page)

ce un réquisitoire d'une rare violence contre le gouvernement. Les ministres radicaux vont être obligés de démissionner; la crise ministérielle va être ouverte. Et c'est à ce moment que le leader radical recule, compose avec les ministres et passe un compromis qui reste incompris par une forte partie du Congrès. L'explication de cette attitude est pourtant simple. Mendès-France possède un programme de gouvernement fort cohérent, mais qui n'est applicable que si un terme est mis à la guerre. Et sur ce point, malgré le génie que lui reconnaît François Mauriac, il n'a rien à proposer.

De cette affaire symbolique, retenons seulement une chose: bien qu'il ne soit plus que toléré par la bourgeoisie, le gouvernement Mollet se survit et peut se survivre pendant une certaine période, au cours de laquelle vont aller s'intensifiant les luttes politiques au sein de la bourgeoisie. La menace réactionnaire s'amplifiera d'autant plus que s'avèrera difficile l'élaboration d'une solution.

Il y a donc crise de la bourgeoisie. Les travailleurs, une partie importante des classes moyennes le savent et cherchent une autre solution que celles proposées par les partis bourgeois. Et voici qu'après des mois de stagnation, les luttes ouvrières redémarrent, avec une ampleur remarquable. Du coup, la situation est transformée. Après les cheminots et la RATP, les catégories les plus variées préparent des actions. L'atmosphère au sein des entreprises est changée. Partout germe l'idée d'une généralisation à tous les secteurs des premiers combats engagés sur le front prolétarien. Et, effectivement, sur la base d'une offensive ouvrière, tout est possible.

La bourgeoisie ne peut trouver de solution à ses difficultés dans le cadre de la situation actuelle. Mais une attaque générale des travailleurs la pousserait dans ses retranchements, accentuerait ses difficultés économiques, multiplierait les facteurs d'instabilité politique, agirait dans le sens de la fin de la guerre d'Algérie.

Il faut donc aller de l'avant! A l'heure actuelle, ce sont les luttes revendicatives qui sont les plus susceptibles de mobiliser de larges couches de travailleurs. Les efforts des organisations ouvrières doivent donc tendre à unifier les revendications de toutes les catégories de salaires, généraliser les luttes partielles, locales ou catégorielles, remettre la direction des combats à tous les échelons entre les mains des Comités d'action élus par les travailleurs. Augmentation générale des salaires, diminution des heures de travail sans réduction de la paie: tels sont les objectifs qu'il importe de concrétiser et de chiffrer.

Mais toutes les revendications de salaires sont refusées à l'heure actuelle à cause de difficultés économiques qui ont leur origine dans la guerre d'Algérie. Il faut donc montrer la liaison entre ces problèmes et faire de la lutte pour la fin de la guerre d'Algérie, un des objectifs principaux de toute lutte ouvrière. Les grands mouvements de l'an passé sont trop proches, les conséquences de la guerre trop sensibles, pour qu'il soit impossible de redémarrer l'action des travailleurs pour la paix en Algérie. Là encore, il faut tendre à organiser à la base, des Comités d'action contre l'emploi des tortures et pour la fin de la guerre. Là aussi, il faut donner une portée nationale à l'action de ces Comités en les constituant en Conseils départementaux et nationaux qui décideront eux-mêmes, des formes de lutte propres à permettre aux masses d'imposer leurs solutions.

Tous ces efforts resteront infructueux, cependant que n'aura pas été modifiée toute la politique française, c'est-à-dire changé son gouvernement. La bourgeoisie maintient Mollet au pouvoir, parce qu'il est l'agent à la fois dérisoire et abject de la réaction. Les travailleurs n'ont rien à faire avec ce Cabinet ministériel qui s'oppose à leurs revendications.

Ceux-ci doivent combattre pour leur propre solution à la crise française, pour un gouvernement qui les défende, en appliquant le programme auquel aspirent plus ou moins nettement les différentes couches des masses travailleuses:

— Paix en Algérie, indépendance inconditionnelle de tous les peuples coloniaux.

— Augmentation générale des salaires — pour une véritable échelle mobile.

— Nationalisation sans indemnisation de tous les secteurs clés de l'économie, sous le contrôle ouvrier.

— L'épuration de l'armée, de la police, de tous les corps administratifs, des éléments réactionnaires — réduction du service militaire.

— Retrait de l'OTAN et de tous les organismes européens — pour la libre détermination par le peuple des alliances internationales.

Ce programme est acceptable par tous les travailleurs. C'est par rapport à lui que seront jugées les directions ouvrières. Un tel ensemble de revendications peut faciliter la réalisation d'une véritable unité d'action, dans des Comités de lutte à la base. C'est de l'action, sans cesse plus décidée de ces Comités que naîtra le gouvernement de demain qui, en appliquant ces premières mesures, portera à l'Etat bourgeois les premiers coups annonciateurs de la révolution socialiste.

Le seul véritable désarmement, celui de la bourgeoisie

(Suite de la première page)

deux guerres mondiales, il y eut un nombre incalculable de réunions, commissions, sous-commissions, etc., qui discutèrent doctement de la question du désarmement. Dans la presse — bourgeoise, socialiste et stalinienne — on présente la question du désarmement comme le grand test de la possibilité d'une détente et de la paix. En réalité, c'est mettre les choses à l'envers. Ce ne sont pas les armements qui créent initialement les dangers de guerre; ce sont les dangers de guerre qui déterminent les armements, etc..., les négociations sur le désarmement.

Rien n'est plus simple que de se perdre dans le dédale des arguments et contre-arguments qui se développent à perte de vue à la Commission du désarmement, accompagnés de grands gestes. A Genève, Eisenhower déclare, la bouche en cœur: pour montrer les uns et les autres que nous n'avons rien à cacher, décidons le survol libre de nos territoires. Cette offre si généreuse dissimulait à peine le désir de l'aviation américains de pouvoir librement photographier les dispositifs soviétiques. Avec tout autant d'innocence, les dirigeants soviétiques proposent des réductions d'effectifs qui leur laissent intacte leur suprématie sur le plan des forces de terre.

De telles négociations peuvent durer longtemps et ne constituent le plus souvent qu'un moyen de propagande. Mais, dans certains cas, ces négociations peuvent prendre un tour plus concret; et il n'est pas exclu qu'il en soit ainsi à présent, sans signifier pour cela qu'on va vers l'établissement de la paix.

Le développement de certaines armes nouvelles et la nécessité de procéder à la réorganisation des dispositifs militaires en vue de ces progrès tendent à rendre superflues des armes anciennes et des unités prévues pour l'emploi de ces armes. Dans ce cas il est vraiment possible pour les puissances en présence de prendre des engagements pour se débarrasser de ce qui pèserait sans raison sur leurs préparatifs et, partant, sur leurs économies. On peut être sûr qu'en aucun cas, ces engagements ne mettront en cause la capacité de mener la guerre.

Ici vient se poser la question des armes nucléaires et thermonucléaires. USA et URSS disposent désormais d'armes qui ont un pouvoir destructeur de dimensions effarantes. En outre, de nombreux savants affirment que les expériences même de mise au point de ces armes, comportent des dangers terribles pour l'humanité, des dangers immédiats et des dangers encore mal définis mais indiscutables pour les générations à venir.

Dans cette situation, on vient de voir deux conceptions s'affronter. Celles des savants atomistes allemands qui déclarent que, pour les petits pays, le plus sûr c'est de ne pas servir de dépôt à de telles ar-

mes des « grands » et de ne pas s'embarquer dans la fabrication de telles armes: elles n'ont pas de sens si on ne doit pas les employer, ou elles sont fatales le jour où les plus forts s'en serviront. L'autre conception, c'est celle que vient de développer en peu de mots le « socialiste » Spaak, au moment où il va quitter le ministère des Affaires étrangères de Belgique pour devenir secrétaire général de l'OTAN. Sous prétexte de l'égalité des droits, il voit de graves inconvénients à ce qu'au sein de l'OTAN certains pays seulement détiennent des armes de ce genre. Cette conception de l'égalité fut partagée par une certaine grenouille qui voulut se faire aussi grosse que le bœuf. On sait le sort qui lui échet.

L'inquiétude grandit dans les masses du monde entier au sujet de ces armes nouvelles, si pleines de dangers insoupçonnés; et le désir d'un arrêt au moins des expériences grandit parmi toutes sortes de milieux. Ces tendances pour un arrêt des expériences avec les armes atomiques, il y a lieu de les intensifier. Il ne s'agit pas de progrès scientifiques à entraver, mais effectivement de stopper des expériences qui ne comportent que des dangers pour l'humanité.

C'est aussi une situation que le mouvement ouvrier devrait exploiter contre les menaces de guerre. Mais tout d'abord, il est absolument nécessaire de dénoncer avec une vigueur exceptionnelle tous les sophismes sur le désarmement, sur les possibilités d'assurer la paix à condition que les « partisans » de la paix exercent une pression suffisamment forte sur les gouvernants. Les dirigeants de l'impérialisme américain n'agissent pas — comme on le présente dans divers milieux — en joueurs calculant mal, au moment où ils s'approchent du point critique: ils ont, au contraire, une conscience très nette des intérêts capitalistes qu'ils défendent, non pas tellement contre les dirigeants soviétiques qui ne demanderaient qu'à les laisser tranquilles, mais contre la montée des masses coloniales que rien ne peut plus endiguer. Ils ont aussi quelques inquiétudes pour la marche même de leur économie et regardent minutieusement l'horizon pour y déceler tout indice de crise grave. Le cas échéant, ils engageront le combat très amplement, avec ou sans bombes thermonucléaires non en fonction de raisons humanitaires, mais des propres dangers qu'un tel usage pourrait comporter pour leur propre camp.

Les bavardages sur le désarmement n'aboutiront à rien. Le seul véritable désarmement possible, c'est celui du capitalisme par la prise du pouvoir par les masses. Plus les travailleurs frapperont vite, résolument, décidément, et moins ils donneront de champ aux impérialistes pour se livrer à des hécatombes étendues.

Pierre FRANK.